

de temps que peut comporter la période de formation initiale. En augmentant la durée du cours de formation, on enlèverait moins d'hommes à l'industrie à l'heure actuelle, ce qui est important. Il en résulterait aussi que les hommes recevraient une formation qui les rendrait précieux quand ils seront appelés en service actif.

Voici mon second conseil d'ordre pratique: Je propose que tous les hommes, une fois leurs quatre mois d'instruction terminés, soient versés dans les unités locales de la milice active non permanente au lieu d'être placés dans la réserve comme je crois que c'est le cas aujourd'hui. Si je me trompe, j'espère que mon honorable ami voudra bien faire une mise au point. On s'assurerait ainsi qu'ils continuent à se former au lieu d'oublier la plus forte partie de ce qu'ils ont appris à la hâte, ce qui arrivera probablement si l'on s'en tient au plan actuel. Ce serait aussi un moyen de maintenir le moral des hommes au niveau élevé où, je suis heureux de le croire, il se trouve en ce moment. Ces gens ont un beau moral et il ne faudrait pas le laisser tomber.

Les unités de la milice active non permanente seraient probablement en mesure d'absorber un ou deux groupes, mais leurs cadres seraient bientôt remplis. Il est donc extrêmement difficile de verser ceux qui ont fait trente jours d'entraînement dans les unités de cette milice à cause du grand nombre des recrues et du manque d'aménagements. Le point de saturation serait vite atteint.

S'il est une leçon que, jusqu'à présent, la guerre a enseigné à nos chefs militaires, c'est qu'un petit nombre de soldats bien instruits et bien outillés vaut mieux qu'une grande armée d'hommes à peine formés. C'est d'ailleurs ce qui ressort du discours du général Crerar au *Canadian Club* d'Ottawa. Je ne crois pas exagérer en disant que nous avons aujourd'hui dans notre armée plus d'hommes que nous n'en pouvons former et outiller. Notre effort militaire est en avance sur notre effort industriel. Commençons d'abord par renforcer notre point le plus faible. Je ferai remarquer que l'Angleterre avec une population d'environ quarante millions a réussi à lever plus de cent divisions. Je n'oublie pas que l'Angleterre est une forteresse armée et que de ce fait elle se doit de mobiliser plus d'hommes que le Canada, mais pour fournir la même mesure d'effort il nous faudrait lever vingt-cinq divisions tout en exécutant notre plan de formation des aviateurs. Je signale ce fait pour donner une idée de l'effort que s'impose la Grande-Bretagne et de ce qu'il nous faut pour le moins entrevoir.

En résumé, je voudrais que le plan de formation fût maintenu mais que sa durée

fût portée de trente jours à quatre mois, que toutes les recrues fussent versées à des unités de la milice active non permanente pour continuer leur formation et recevoir un enseignement spécial dans le genre d'arme où elles seront finalement appelées à servir.

Je passe maintenant à l'étude de notre effort de guerre tel que le voient nos voisins du Sud. C'est un aspect qui m'a fait beaucoup réfléchir comme il a fait réfléchir, je crois, la nation. Je suis parti le 3 août dernier avec la pensée consolante d'avoir, dans une certaine mesure du moins, contribué à lancer le ministère dans la véritable voie de la guerre. J'avais droit, je crois, à cette consolation. Je pensais sincèrement qu'après dix mois de retard et de tâtonnements, qu'après dix mois passés sans s'attaquer au véritable problème posé par la guerre, le Canada allait se mettre tout de bon à la tâche. J'ai gardé cette impression jusqu'au début d'octobre. On se rappelle qu'en septembre un grand nombre de journalistes éminents de la république voisine ont visité le Canada. Ils étaient, je crois, les invités du gouvernement canadien et toutes les dispositions avaient été arrêtées sous les auspices de la *Presse canadienne*. A tout événement ces messieurs vinrent au Canada. On leur fit visiter tout ce que leurs guides voulurent leur faire voir. Il est probable qu'on leur dit aussi tout ce qu'on voulait leur faire entendre. J'ai certainement le droit de le supposer comme aussi celui de croire qu'on ne leur montra ou qu'on ne leur dit rien de nature à nuire au prestige du Gouvernement. Il ne s'agissait pas de cela; on n'y avait jamais pensé. M. Rupert Davies, chef de la *Presse canadienne*, devait s'occuper de cela. On leur montra, avec force paroles, ce qui constituait la meilleure partie de l'effort de guerre du Canada. Ils retournèrent chez eux et au commencement d'octobre se mirent à écrire leurs impressions et leurs opinions à leur propre manière et, je suppose, sans être soumis à la censure. Ces observations ne constituent pas une lecture agréable et, franchement, je fus désenchanté. Je n'ai pas eu l'occasion d'étudier tout le rapport de ces messieurs, mais certains passages m'ont, à la vérité, fait mal au cœur. Je suppose que l'expert militaire le plus renommé du groupe était M. Baldwin, du *New York Times*, journal qui, à mon sens, occupe une place aussi importante, sinon plus importante, qu'aucun autre journal du monde. Il publia ses impressions dans le *New York Times* du 1er octobre et les titres eux-mêmes sont décourageants. Les voici:

Le Canada atteindra le maximum de son effort de guerre dans un an

On s'attend que le Dominion tienne une place de premier plan dans le conflit à la fin de 1941

On révèle des difficultés au sujet de la main-d'œuvre spécialisée, des machines-outils et des moteurs d'avions.